

Etats-Unis - Un Parti républicain trumpisé, un Parti démocrate débile. En question : les droits de la population laborieuse

jeudi 10 février 2022, par [MIAH Malik](#), [SHEPPARD Barry](#) (Date de rédaction antérieure : 19 janvier 2022).

Sommaire

- [Le danger que représente Trump](#)
- [Les démocrates et Biden \(...\)](#)

Le Parti républicain a été complètement transformé. Donald Trump en a le contrôle total. Une grande partie de la base républicaine le vénère comme l'homme fort qui seul peut redresser le pays. Elle lui voue un culte, lui est personnellement fidèle, croit tout ce qu'il dit et est prête à faire ce qu'il veut.

Le danger que représente Trump

Trump assume actuellement un rôle plus public, notamment en organisant des rassemblements de masse, son activité de prédilection. Le premier rassemblement a eu lieu le 15 janvier.

Il a amassé des fonds importants qu'il compte utiliser lors des primaires républicaines de cette année afin de soutenir les candidats qui lui sont fidèles contre ceux qu'il estime ne pas être suffisamment soumis.

Ses nouvelles initiatives publiques se poursuivront jusqu'aux élections de novembre : élections de mi-mandat pour le renouvellement d'un tiers des 100 sièges du Sénat et de l'ensemble des 435 sièges de la Chambre des représentants ainsi que l'élection de 34 gouverneurs des Etats fédérés, sans compter les élections dans les comtés et les villes. Il s'agit là de la première étape de sa campagne pour se représenter à la présidence en 2024.

Trump veut non seulement que les républicains reprennent en novembre la majorité au Sénat, où il y a aujourd'hui un partage moitié-moitié, mais aussi à la Chambre, qui a une mince majorité démocrate [221 contre 212] - et qu'ils le fassent avec les candidats qui lui soient les plus loyaux.

Les élus républicains des Etats qu'ils contrôlent ont adopté des lois qui réduiront le droit de vote des Noirs, faisant ainsi écho à la manière dont le droit de vote des Noirs a été éliminé dans le Sud sous les « lois Jim Crow » [lois ségrégationnistes, nationales et locales, en vigueur dans les Etats du Sud de 1877 à 1964]. Bien que cela ne soit pas explicitement affirmé, les nouvelles lois vont supprimer de nombreux électeurs inscrits dans les zones urbaines et rurales où vivent les Afro-Américains.

En outre, certaines lois modifient la façon dont les votes sont comptés et donnent plus de pouvoir aux parlements des Etats contrôlés par les républicains et aux responsables républicains pour modifier les résultats s'ils ne sont pas en leur faveur lors des élections de novembre 2022.

Ces lois seront également utilisées pour garantir la victoire de Trump en 2024 s'il « perd » le vote populaire [en termes de nombre de suffrages] comme cela est arrivé en 2016 [élu mais avec moins de voix qu'Hillary Clinton] et en 2020 [face à Joe Biden]. En effet, les présidents ne sont pas élus par la majorité de la population votante éligible, mais par une procédure obscure établie dans la Constitution : c'est le collège électoral représentant les Etats, et non la population votante, qui élit le président. Les corps législatifs des Etats nomment les grands électeurs attribués à chaque Etat, grands électeurs qui élisent le président.

Le principal auteur de la Constitution, James Madison [président de 1809 à 1817, sur le plan constitutionnel il s'est consacré sur « l'équilibre » entre pouvoir législatif, judiciaire et exécutif], s'est vanté d'avoir procédé ainsi pour priver de leur droit des personnes autorisées à voter. A l'époque, seuls les hommes blancs qui possédaient des biens étaient autorisés à voter.

Au fil du temps, il est devenu normal que, dans la plupart des Etats, le candidat qui remporte la majorité des votes populaires obtienne tous les grands électeurs de cet Etat au Collège électoral.

C'est ainsi que les républicains George W. Bush en 2000 et Trump en 2016 ont gagné malgré le fait qu'ils n'aient reçu qu'une minorité des votes exprimés à l'échelle nationale.

Grâce à leurs nouvelles lois dans certains Etats les plus disputés, les républicains de Trump peuvent contrôler le Collège électoral pour assurer son élection, si, comme c'est probable, l'élection sera serrée en 2024. En 2020, Trump a obtenu environ 48% des voix. Si ces lois modifiées [comme les républicains cherchent à le faire actuellement] avaient été en place en 2020, Trump aurait été réélu.

* * *

Pour comprendre ce que Trump représente, il est utile de se rappeler ce qu'ont révélé ses deux campagnes, en 2016 et 2020, et ses années de mandat.

D'une part, il s'est projeté comme l'homme fort autoritaire nécessaire pour redresser les désordres de l'Amérique, dès le jour où il a annoncé sa candidature.

Il a également fait preuve d'un racisme ouvert à l'égard des Noirs, des Latinos, des Mexicains, des immigrants non blancs et d'autres personnes de couleur, en exploitant les craintes de Blancs de perdre leur position de suprématie et de privilège. Sa base dure était constituée de Blancs racistes de toutes les classes. Les autres qui ont voté pour lui l'ont fait en ignorant son racisme - c'est le mieux qu'on puisse dire d'eux.

Dès qu'il a annoncé sa candidature en 2016, les groupes racistes violents comme les Oath Keepers [\[1\]](#) et les Proud Boys [qui ressortent du même courant suprémaciste blanc] savaient qu'ils prospéreraient sous une présidence Trump.

Depuis l'époque coloniale, le suprémacisme blanc sur les Noirs et les Amérindiens est une caractéristique de tous les gouvernements de ce qui est devenu les Etats-Unis. Les classes dirigeantes, d'abord capitalistes et propriétaires d'esclaves, puis capitalistes après la guerre de Sécession [1861-1865], et leurs partis politiques ont été fondés sur le suprémacisme blanc et le mettent en application.

C'était évident sous l'esclavage, puis pendant la période Jim Crow, non seulement dans le Sud mais dans tous les Etats-Unis. Comme l'a démontré le soulèvement massif de Black Lives Matter (BLM) en 2020, le suprémacisme blanc se poursuit encore aujourd'hui.

BLM a popularisé le concept d'oppression raciste institutionnalisée et systémique, qui a été étendu à

tous les non-Blancs, aux Latinx [Latinos et Latinas] et aux autres « bruns ».

Il serait plus exact de caractériser comme des fascistes violents naissants les Proud Boys et d'autres groupes nationalistes blancs (ou suprémacistes blancs) qui se sont développés sous Trump.

Trump s'est appuyé sur eux pour rester en « attente » après l'élection, puis pour « se lever » le 6 janvier 2020, lors de la violente tentative de coup au Capitole.

Les libéraux progressistes et de nombreux socialistes pensaient que l'élection de Biden impliquait que « Trump était terminé » et qu'un retour à la « normalité » s'annonçait. La preuve a été faite qu'ils se trompaient lourdement.

Trump a préparé son come-back des semaines avant l'élection de 2020, alors qu'il semblait qu'il allait perdre, en déclarant qu'il ne pouvait perdre que suite à une fraude.

Après l'élection, il a continué à claironner que l'élection lui avait été « volée » par une fraude massive. Il a lancé une nouvelle campagne pour faire annuler l'élection par des moyens légaux dans les instances législatives et les tribunaux des Etats, dans ce que l'on appelle en Amérique latine un « auto-golpe » ou « auto-coup ». Dans un « auto-coup », un ancien dirigeant qui perd une élection ne reconnaît tout simplement pas les résultats et reste au pouvoir.

Les événements violents du 6 janvier étaient une dernière tentative pour que le Congrès ne certifie pas les résultats des élections. Ils étaient aussi une démonstration que Trump était prêt à utiliser des moyens extra-légaux. Il a également empêché l'armée de permettre à la Garde nationale d'intervenir pendant près de quatre heures.

* * *

Depuis lors, sa campagne acharnée pour continuer à dire que l'élection lui a été volée par la fraude a servi de « justification » aux républicains pour faire passer leurs nouvelles restrictions sur les droits de vote et sur les contrôles des résultats des élections dans les Etats pivots.

Trump et les républicains ont également surfé sur la vague du choc en retour et de la rage des Blancs contre les manifestations massives de 2020, dirigées par les Noirs (BLM).

Les républicains ont lancé une campagne de masse contre la « théorie de la race critique » et tout enseignement dans les écoles publiques de l'existence d'un racisme systématique et institutionnalisé aux Etats-Unis. Les conseils scolaires et les législatifs d'Etats, du Tennessee à l'Idaho, ont interdit l'enseignement du racisme dans les écoles. Au niveau local, les partisans de Trump sont intervenus avec véhémence et parfois avec violence dans les réunions des conseils scolaires et des administrations municipales contre la théorie critique de la race. Des responsables de l'éducation ont été menacés de violence et même de mort.

Dans le monde bizarre du trumpisme, cela a été combiné avec des attaques contre les décrets concernant les masques et la vaccination pour lutter contre le covid, y compris dans les écoles. Cela inclut également l'utilisation de la provocation raciste en prétendant que les Blancs sont victimes de discrimination dans la distribution des vaccins et le traitement du Covid-19.

Trump a déclaré lors d'un rassemblement en Arizona le 15 janvier : « La gauche rationne maintenant des produits thérapeutiques vitaux sur la base de la race, en discriminant et en discréditant, en discréditant tout simplement les Blancs pour déterminer qui vit et qui meurt. Vous les obtenez en fonction de la race. En fait, dans l'Etat de New York, si vous êtes Blanc, vous devez aller en queue de la file pour obtenir une aide médicale. Si vous êtes Blanc, vous allez directement en queue de la

file. »

Et les Proud Boys se sont consacrés à intervenir dans les conflits locaux afin de recruter des adhérents.

Grâce à cette campagne, Trump a intensifié son contrôle et sa discipline sur le parti républicain et en sort plus fort que jamais. Ce que Trump représente est ce que les marxistes appellent le bonapartisme, lorsque dans une période où les partis capitalistes font face à une impasse, en proie à des querelles internes et au désarroi, un homme fort émerge qui promet de remettre les choses en ordre par des moyens autocratiques.

Cela peut prendre différentes formes, de la dictature pure et simple à la suppression du corps législatif ou à l'autocratie virtuelle avec des appareils de démocratie bourgeoise, comme ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie sous la direction de Victor Orban, que Trump a loué et soutenu pour sa réélection, et auquel ses porte-parole ont rendu visite.

Dans tous les cas, Trump et le trumpisme représentent un danger anti-démocratique, comme nous le voyons se développer dans une grande partie du monde.

Les démocrates et Biden en crise

Si le président Joe Biden et l'establishment du Parti démocrate s'opposent à la transformation antidémocratique et autoritaire du Parti républicain menée par Donald Trump, leur réponse a été faible et défaitiste.

Biden et les démocrates de l'establishment, qui dominent le parti, ne défendent manifestement pas la théorie critique de la race contre les républicains. Biden ne mentionne même pas Black Lives Matter. L'establishment du parti ne fait pas référence au racisme institutionnalisé que BLM a décortiqué et dénoncé.

Biden et l'establishment du Parti démocrate pensent que les riches et Wall Street vont un jour laisser tomber Trump et retourner au vieux Parti républicain - ce qui n'est pas dans les cartes dans un avenir prévisible.

Biden perd le soutien populaire car il semble faible. Lui et les démocrates perdent le soutien des Noirs en raison de leur échec en matière de droits civils et de droits de vote.

La stratégie des démocrates consiste à s'appuyer sur les tribunaux et le Congrès, tandis que les républicains mobilisent leur base de droite pour saper les changements démocratiques obtenus au fil des décennies.

Maintenir son pouvoir politique, quoi qu'il arrive, est l'objectif de Trump. Il avance, car Biden et son département de la Justice [Merrick Garland] refusent de le poursuivre pour avoir organisé le 6 janvier et pour d'autres crimes.

Les groupes militants qui tentent de protéger les droits de vote ne cessent de dire à Biden que son approche consistant à attendre que les républicains changent de cap et reviennent à la voie du bipartisme sera un échec.

Le discours « de quel côté êtes-vous ? » que Biden a prononcé à Atlanta le 11 janvier n'a pas exposé de plan d'action concret [2].

Or, en attendant, ces nouvelles restrictions au vote sont déjà mises en œuvre. Des lettres sont envoyées aux résidents du Texas en vertu de sa nouvelle loi, avertissant les résident·e·s américains (prétendument sans papiers) qu'ils pourraient faire l'objet de poursuites pénales s'ils tentent de voter. Certains sont pourtant des citoyens américains.

Le pouvoir du gouvernement fédéral et le pouvoir exécutif de la présidence ne sont pas utilisés pour contester les lois étatiques imposées par les républicains qui sapent les droits de vote et les droits civils, la santé et les conditions de sécurité des travailleurs et travailleuses, les droits des femmes, etc.

Dans les années 1950, lorsque la Cour suprême a décidé que les enfants noirs pouvaient fréquenter des écoles réservées aux Blancs, le gouvernement a envoyé des troupes fédérales dans les Etats qui refusaient d'obtempérer, pour escorter les enfants noirs à l'école. Biden et ses partisans refusent jusqu'à présent de suivre une voie similaire aujourd'hui.

Il pourrait envoyer des surveillants fédéraux (Federal monitors) dans les Etats contrôlés par les républicains qui restreignent le droit de vote afin de superviser le scrutin.

Le gouvernement fédéral pourrait prendre des mesures juridiques préventives pour mettre fin au harcèlement et aux menaces visant les personnes chargées de l'organisation et du contrôle des élections. De telles mesures peuvent être prises sans l'approbation du Congrès.

Biden, en tant que chef des armées, pourrait également demander au Pentagone d'enquêter sur ses forces et d'exclure les militaires et les policiers en service actif suprémacistes blancs et d'extrême droite ainsi que de leur statut pour les anciens combattants (veterans).

La question du droit de vote montre l'incapacité de l'establishment du Parti démocrate à protéger le droit et les intérêts des travailleurs et travailleuses et ce qu'il appelle la « démocratie ».

A quoi les Afro-Américains et les autres peuvent-ils s'attendre lorsque la prochaine tentative de régime autoritaire se produira inévitablement ? Les libéraux du Parti démocrate et les autres alliés blancs se contenteront d'espérer que tout ira bien.

Martin Luther King Jr et les dirigeants des droits civiques ont dit aux présidents Kennedy et Johnson, tous deux démocrates, que le peuple ne cesserait jamais de marcher et de se battre jusqu'à ce que le gouvernement arrête les ségrégationnistes et impose des droits démocratiques fondamentaux aux Afro-Américains. Les leaders de Black Lives Matter ont adopté cette approche pour construire le mouvement de justice raciale contre la violence policière et demander des réformes radicales.

Aujourd'hui, Biden représente le Blanc modéré dont parlait King dans ses commentaires depuis la prison de Birmingham le 16 avril 1963 :

« Tout d'abord, je dois avouer que ces dernières années, j'ai été gravement déçu par le Blanc modéré. J'en suis presque arrivé à la regrettable conclusion que la grande pierre d'achoppement du Noir dans sa marche vers la liberté n'est pas le White Citizen's Council-er ou le Ku Klux Klanner, mais le modéré blanc qui est plus dévoué à l'ordre qu'à la justice ; qui préfère une paix négative qui est l'absence de tension à une paix positive qui est la présence de la justice ; qui dit constamment : "Je suis d'accord avec vous sur le but que vous poursuivez, mais je ne peux pas être d'accord avec vos méthodes d'action directe" ; qui, de manière paternaliste, pense pouvoir fixer le calendrier de la liberté d'un autre homme ; qui vit selon le mythe du temps [où tout s'arrangera] et qui conseille constamment au Noir d'attendre une "saison plus propice". »

« La compréhension superficielle des personnes de bonne volonté est plus frustrante que

l'incompréhension absolue des personnes de mauvaise volonté. Une acceptation tiède est bien plus déconcertante qu'un rejet pur et simple. »

Deux ans plus tard, le 6 août 1965, la loi sur le droit de vote [le Voting Rights Act sous la présidence de Lyndon B. Johnson] était adoptée alors que le mouvement des droits civiques se poursuivait dans les rues et qu'une aile gauche militante inspirée par les paroles de Malcolm X et d'autres se développait.

C'est ce qui a obligé les « modérés blancs » à la tête du Congrès à adopter cette loi historique. C'était la première fois que le concept « une personne, un vote » incluait les Afro-Américains dans les cinquante Etats.

Les droits civils et le droit de vote ne sont pas seulement une question de Noirs. Il s'agit de la pierre de touche des droits fondamentaux de l'homme dont bénéficient tous les membres de la classe ouvrière - noirs, blancs, latinos, asiatiques et indigènes. Ces droits ont été obtenus au terme d'une longue lutte sanglante qui a duré des décennies. Cette leçon est cruciale aujourd'hui pour combattre et vaincre le trumpisme.

Barry Sheppard et Malik Miah

P.-S.

• Article reçu le 19 janvier 2022 ; traduction rédaction A l'Encontre le 21 janvier 2022 : <https://alencontre.org/laune/etats-unis-un-parti-republicain-trumpise-un-parti-democrate-debile-en-question-les-droits-de-la-population-laborieuse.html>

Notes

[1] Le Monde du 14 janvier 2022, dans un article consacré aux Oath Keepers (les gardiens du serment), précise : « Diplômé de l'école de droit de Yale, Stewart Rhodes, 56 ans, est un ancien parachutiste qui a travaillé auprès de l'homme politique [du Texas] libertarien Ron Paul. Il a fondé les Oath Keepers en 2009 au Nevada. L'organisation recrute l'essentiel de ses membres parmi les vétérans des forces de sécurité et des corps militaires, rompus à l'usage des armes. Ils prétendent défendre la Constitution et leurs droits contre un imaginaire « nouvel ordre mondial », avec des accents racistes clairs. Ils promeuvent l'idée d'une justice punitive en dehors du cadre de la loi. Gagné par les thèses conspirationnistes et acquis à Donald Trump, le mouvement des Oath Keepers figure parmi les milices les plus radicales du pays. Dans une lettre ouverte publiée le 17 décembre 2020, Stewart Rhodes appelait Donald Trump à empêcher la passation de pouvoir avec Joe Biden. « Si vous échouez à le faire, nous, le peuple, devons nous battre dans une révolution sanglante-guerre civile pour faire tomber un Etat profond illégitime-un régime marionnette de la Chine. »

L'historienne Kathleen Belew, spécialiste de la mouvance suprémaciste, souligne, dans Libération du 5 janvier 2022, qu'une trentaine d'élus républicains sont identifiés comme sympathisants des Oath Keepers. (Réd. A l'encontre)

[2] Dans son discours du 11 janvier, Joe Biden a insisté sur la nécessité d'un changement « pour empêcher une minorité de sénateurs de bloquer » une ample réforme du droit de vote des

minorités. Faisant référence à Martin Luther King, dans une Géorgie qualifiée de « berceau de la lutte » pour les droits civiques, Biden a déclaré : « Aujourd’hui, je dis clairement que pour protéger la démocratie, je soutiens un changement des règles du Sénat, quel qu’il soit, pour empêcher une minorité de sénateurs de bloquer l’avancée sur l’accès au droit de vote. » Les républicains maintiennent le blocage permettant à la fois de parler sans limites de temps et d’exiger une majorité de 60 sur les 100 pour faire passer une décision (système du filibuster : obstruction), si un accord n’intervient pas pour un vote à majorité simple, où la vice-présidente Kamala Harris dispose d’une voix (donc 51 pour les démocrates). Or, deux démocrates, Joe Manchin et Kyrsten Sinema, ne votent pas avec Biden et empêchent tout accord, ce qui laisse le terrain libre aux républicains au Sénat. (Réd. A l’encontre)